

« dénominations » religieuses chrétiennes, et en premier lieu l'Église d'Angleterre, apportent un soutien direct à ce « *vieux monde* » globalement rejeté, ces réformateurs radicaux sont conduits à intégrer à leur combat la lutte pour soustraire le peuple à l'influence des religions organisées, notamment à l'école, au risque d'être stigmatisés comme *infidels* par les défenseurs de l'ordre établi (ce que Richard Carlile paya au total de dix années passées en prison). Leurs conceptions éducatives, si elles s'inscrivent dans toute une tradition britannique, jusqu'à un certain point assurément spécifique, d'un refus décidé que l'éducation ne devienne une affaire de l'État, témoignent aussi avec force de leur engagement pour établir un « enseignement pour le peuple » libre de tout lien avec les mouvements religieux, et dépourvu de toute instruction religieuse spécifique. Le mouvement ouvrier britannique en formation se dote ainsi dans la première moitié du XIXe siècle, en matière scolaire, d'une culture politique à orientation principalement laïque.

4. MOUVEMENT CHARTISTE ET ÉDUCATION NON RELIGIEUSE : WILLIAM LOVETT, LES PREMIÈRES « SECULAR SCHOOLS »

Dans les années précédant 1848, l'expression peut-être la plus remarquable de cette culture ouvrière laïque est le vaste projet d'auto-éducation populaire rédigé en 1840 par un dirigeant du mouvement chartiste, l'ébéniste William Lovett⁷⁷ (1800-1877), principal représentant du courant dit du « chartisme de la force morale », dont la rivalité avec le « chartisme de la force physique » traverse toute l'histoire du mouvement. C'est en prison, à Birmingham, où il est arrêté en août 1839, en tant que secrétaire de la Convention nationale chartiste réunie dans cette ville, et condamné à un an de détention, que Lovett rédige *Le Chartisme, une nouvelle organisation pour le peuple* ; texte d'une centaine de pages qu'il signe conjointement avec son co-détenu Collins, leader chartiste de Birmingham. L'ouvrage paraît à la sortie de prison des deux hommes (1840).

Lovett s'assigne dans *Le Chartisme...* deux objectifs. Il s'agit pour lui d'abord d'exposer et de défendre le programme politique de la *Charte du peuple*. Plus d'un million de signatures (1 283 000) venaient d'être recueillies, dans une atmosphère de grande effervescence politique, en soutien à ce

⁷⁷ Elevé sur la côte de Cornouailles par une mère très pauvre (son père, un caboteur, étant mort noyé), W. Lovett commença à travailler très jeune. Devenu, à Londres, menuisier puis ébéniste, il acquit une formation d'autodidacte et se lia précocement au mouvement coopératif oweniste. L'importance qu'il accordait à la lutte radicale pour le suffrage universel l'éloigna cependant des partisans d'Owen. Il devint, à partir de la fondation de la *National Union of the Working Classes* (1831), puis de la *London Working Men's Association* (LWMA), un des principaux dirigeants du mouvement qui aboutit à l'adoption de la *Charte du Peuple* (mai 1838) dont il fut pour l'essentiel le rédacteur. L'objectif démocratique et radical du Parlement annuel élu au suffrage universel (masculin), qui avait animé le jacobinisme anglais, devenait ainsi l'outil de combat politique du jeune mouvement ouvrier britannique (l'aile la plus avancée évoquait l'étape ultérieure, le suffrage masculin et féminin : Lovett était de ceux-là). Mais l'unité sur le but à atteindre s'accompagna d'une divergence de fond sur les moyens de l'action. Dès ce moment s'opposèrent les « *chartistes de la force physique* » (Feargus O'Connor) et les « *chartistes de la force morale* » (W. Lovett). L'antagonisme entre les deux stratégies et l'affrontement sans merci entre les deux hommes dominent l'histoire du mouvement.

Une fois Lovett sorti de prison (1840), l'ouvrage qu'il avait rédigé derrière les barreaux, *Chartism, a new organisation for the people*, connut un important succès, mais suscita aussi la colère des partisans d'O'Connor qui dénoncèrent une trahison du mouvement. La cassure fut définitive, et Lovett, malgré des efforts répétés jusqu'en 1848, ne parvint pas à donner une vie organisationnelle durable à ses conceptions. Il quitte dès lors l'histoire du mouvement ouvrier, mais non celle de l'éducation laïque, puisque c'est en tant qu'instituteur libre à Londres, directeur d'une des rares *secular schools* de la capitale des années 1850 et 1860, qu'il gagna ensuite sa vie. Son autobiographie (*Life and struggles of William Lovett in his Pursuit of Bread, Knowledge and Freedom*, 1876), plusieurs fois rééditée et commentée au XXe siècle en Angleterre, n'est pas traduite en français, pas plus que son *Chartism...* Le peu d'intérêt éprouvé pour le « chartisme de la force morale » par la tradition marxiste française, qui a en fait suivi O'Connor en considérant Lovett comme un apologiste pré-cocce du renoncement à la lutte des classes – symétriquement à Edouard DOLLEANS, qui l'assimile également au réformisme ultérieur (*Le chartisme (1830-1848)*, Paris, H. Floury, 1912, 2 tomes – explique sans doute au moins partiellement cette méconnaissance.

document exigeant le droit de vote pour tous et des élections à un Parlement annuel : c'était une démonstration puissante de la popularité du mouvement. Le second objectif est de soumettre à la discussion du mouvement un plan éducatif totalement inédit : la mise en place à l'échelle du pays entier d'un réseau d'établissements d'enseignement qui seraient propriété commune des travailleurs (*working men*) et qui fonctionneraient à leur intention, en toute indépendance des Eglises comme de l'Etat, comme de véritables centres d'instruction et d'éducation, leur permettant d'acquérir les connaissances et les dispositions morales nécessaires pour mettre collectivement un terme à leur situation d'opprimés.

Il ne servirait à rien au peuple, avertit en effet Lovett en substance, de conquérir ses droits politiques, c'est-à-dire de s'ouvrir un chemin vers le pouvoir, s'il s'avérait incapable de l'exercer lui-même. L'ignorance dans lequel il est maintenu par⁷⁸ les classes supérieures non seulement fait obstacle à la victoire politique, mais encore compromet les chances d'en user à bon escient une fois celle-ci obtenue. Les actuelles écoles d'inspiration religieuse, dissidentes comme anglicanes, ne peuvent être ici d'aucun secours : elles engendrent plutôt dans l'esprit des enfants qui leur sont confiés « *un sentiment d'infériorité et de dépendance* » de nature à « *détruire leur esprit d'indépendance et leur dignité d'être humain* »⁷⁸. C'est pourquoi Lovett propose de faire fond sur la capacité du *labor movement* à constituer, auto-financer et gérer lui-même un réseau d'écoles démocratiques, *écoles maternelles (infant schools, avant 6 ans) élémentaires (elementary schools, de 6 à 9 ans) et supérieures (high schools, à partir de 10 ans)*. Le plus novateur ne réside pas cependant dans ce concept de scolarisation à la fois précoce (c'était déjà l'idée d'Owen à New Lanark) et de longue durée (selon les standards populaires de l'époque), mais dans l'outil organisationnel que Lovett envisage pour le faire passer dans les faits. La force de la vague chartiste le conduit en effet à dresser les plans d'une organisation ouvrière nationale, destinée à centraliser dans un congrès annuel les fonds recueillis dans tout le pays auprès des travailleurs par l'activité militante des organisations locales, et à les redistribuer, de façon transparente et contrôlée, pour bâtir et financer ces écoles maternelles, élémentaires et supérieures sous contrôle populaire⁷⁹. Une cotisation modeste d'un penny par signataire de la charte et par semaine, calcule-t-il, permettrait d'ouvrir chaque année environ quatre-vingts de ces écoles. En quelques années le pays pourrait ainsi se couvrir d'un dense réseau d'écoles d'un genre totalement nouveau, visant non plus à faire acquérir aux enfants du peuple, avec la foi chrétienne, le minimum de qualification nécessaire à l'enrichissement des maîtres de la société, mais à donner aux élèves, et à la classe ouvrière de l'avenir, les moyens intellectuels et moraux d'abolir leur pouvoir exclusif et d'organiser la société eux-mêmes. Une pédagogie moderne, inspirée de Pestalozzi, comme chez Owen, sans châtiments corporels, pratiquant la coéducation à tous les niveaux, sera en mesure de faire comprendre à l'élève qu'il est à la fois enfant du peuple, citoyen anglais et « *habitant du globe* ». Au-delà des classes ouvrières (*working classes*) proprement dites, travailleurs des villes, des mines et des campagnes, le projet est d'ailleurs destiné à associer les couches moyennes (*middle classes*) dans une alliance générale de ce que Lovett appelle les « *classes utiles* », par opposition aux classes dirigeantes au pouvoir⁸⁰. C'est en quelque sorte poser en principe que « *l'éducation du peuple sera l'œuvre du peuple lui-même* », prendre au sérieux cette formule, et chercher à établir quelles seraient les conditions politiques et pédagogiques de sa réalisation.

⁷⁸ W. LOVETT, *Chartism, a new organisation for the people*, introduction d'Ana Briggs, Leicester Univ. Press, 1969 (éd. originale 1840), p. 59.

⁷⁹ Une école ordinaire comprendrait dans l'esprit de Lovett deux niveaux, soit quatre salariés (*infant school* d'une part, *elementary et high school* d'autre part ; chacune animée par un enseignant assisté d'un aide). Les enseignants seraient payés par l'ensemble des coopérants ; la construction des bâtiments (pour lequel Lovett va jusqu'à proposer des plans--type) et la direction pédagogique générale (l'agrément des manuels scolaires) revenant à la charge de l'instance nationale (*op. cit.*, p. 38 et suiv.).

⁸⁰ Il revient à ces classes moyennes de prendre leurs responsabilités et de choisir, entre les classes dirigeantes ou le peuple, le type d'alliance qu'elle considèrent comme le plus conforme à leurs intérêts. Lovett, on le voit, ne se fait pas scrupule à s'emparer de l'utilitarisme de Bentham pour le faire servir à ses propres fins politiques.

Un tel programme s'inscrit clairement dans la durée (les adversaires de Lovett, les « chartistes de la force physique », l'accuseront de tourner le dos à la lutte politique immédiate, en un mot de trahir le mouvement). Mais Lovett ne propose nullement de remettre cette perspective émancipatrice à la génération suivante. Ces établissements, réservés aux enfants le jour, seraient dans sa conception ouverts aux adultes le soir, à la fois comme lieux-ressource de formation personnelle et comme centres politiques et syndicaux d'organisation des luttes : l'école des enfants du peuple, le jour, se fait donc le soir à la fois université populaire et bourse du travail (et parfois aussi... *dancing-room*). L'indéniable part de réformisme du projet vient plutôt de ce qu'il s'articule – tout comme ceux de ses adversaires politiques au sein du mouvement chartiste, malgré l'agressivité verbale dont ces derniers font preuve – sur une perspective politique visant à imposer le droit des représentants du peuple à participer (avec d'autres) au pouvoir, sans le revendiquer pour eux seuls⁸¹. Il n'est d'ailleurs sans doute pas nécessaire, aux yeux de Lovett, que ce gouvernement soit républicain – du moins la question de la République n'est-elle pas soulevée dans l'ouvrage⁸². L'essentiel est pour lui que les intérêts des travailleurs, aujourd'hui niés, ne pourront être reconnus et respectés des classes dominantes tant qu'ils seront contraints de demander à d'autres qu'eux de les représenter politiquement et d'agir en leur nom, c'est-à-dire tant qu'ils n'auront pas acquis eux-mêmes le savoir dont ils sont aujourd'hui exclus, et qui leur est indispensable pour exercer eux-mêmes le pouvoir⁸³.

On voit comment ce projet éducatif, dans sa dimension visionnaire -même, qu'il hérite assurément d'Owen (Lovett fut l'un de ses proches partisans avant de s'en détacher), s'articule sur un projet politique qui constitue une manifestation authentique (quoique non assimilable à sa version marxiste ultérieure) de *conscience de classe*. Et c'est précisément cette exigence élevée, morale autant que politique, d'indépendance de classe qui exclut aux yeux de Lovett que les *charity schools* des deux réseaux confessionnels puissent jouer un rôle positif :

*Si les gens [men] étaient pénétrés de ce sentiment d'indépendance qui jaillit de la culture de l'intellect, ils ne permettraient jamais que leurs enfants portent la livrée de la charité... Ils craindraient que ce sentiment d'infériorité et de dépendance qu'engendre dans l'esprit des jeunes tout l'environnement d'une école de charité n'en vienne à détruire leur esprit d'indépendance et leur dignité d'être humain*⁸⁴.

⁸¹ Connue sous le nom de « prise de pouvoir par la classe ouvrière », la perspective d'un gouvernement des seules classes dominées, sans représentant des anciennes classes dirigeantes, n'émergera réellement qu'après 1848. Le chartisme de Lovett (tout comme en définitive celui d'O Connor, son grand adversaire : leur opposition implacable porte sur les moyens, non sur le but final) est un mouvement de lutte pour que les opprimés aient *leur juste part* du pouvoir, non pour qu'ils substituent *leur propre pouvoir* à celui de leurs oppresseurs.

⁸² Il faut faire la part sans doute de la prudence devant le risque d'un procès, peut-être aussi du choix de ne pas heurter de front un préjugé favorable en faveur de la jeune reine Victoria, qui en 1840 venait de monter sur le trône (1837). Mais il reste que Lovett (pas plus que les autres dirigeants chartistes) ne soulève nulle part la question de la compatibilité entre le bouleversement socio-politique de fond qu'ils envisagent et le maintien de la royauté en Grande-Bretagne.

⁸³ La formule de Bacon « *Savoir, c'est pouvoir* », *Knowledge is Power*, est à cette époque un leitmotiv du discours militant. Le *Poor Man's Guardian* d'Henry Hetherington (1792-1849), politiquement proche de Lovett, avait pris cette formule pour devise. Ce journal, organe d'une association significativement dénommée *National Union of the Working Classes and Others*, mena à partir de 1831 pour la liberté de la presse un combat difficile, marqué par diverses condamnations à des peines de prison, mais partiellement victorieux en 1836. Le droit de timbre qui rendait les journaux trop chers pour être lus par les travailleurs était fustigé comme « *l'impôt sur le savoir* » (il sera définitivement aboli en 1856).

On peut observer que le thème « baconien » de l'accès au savoir (*knowledge*) est ainsi réemployé dans une perspective politique de lutte pour l'accès au savoir de ceux qui en sont socialement exclus, de façon très semblable à ce qui se produit au même moment en Allemagne, où le concept de *Bildung*, repris de Humboldt et de Fichte, sert, on le verra, à formuler l'exigence de l'accès de tous à une culture que l'élite sociale se réserve à son usage exclusif (voir le chapitre suivant).

⁸⁴ William LOVETT, *Chartism, a new organisation for the people*, Leicester Univ. Press, 1969, p. 59.

Lovett n'est pas athée, et Dieu n'est pas tout à fait absent de son livre⁸⁵. Mais pour lui aussi, l'Église a trahi le message du Christ en se ralliant aux puissants, tandis que les querelles théologiques et le « zèle sectaire » divisent ceux qui devraient s'unir pour faire valoir leurs droits méprisés⁸⁶. C'est pourquoi les écoles qu'il préconise doivent absolument être préservées de tout enseignement religieux – celui-ci ne relevant que du choix privé des parents :

L'esprit de bienveillance universelle et de tolérance [forbearance] mutuelle doit prévaloir parmi [les membres de l'association] à propos de l'ensemble des croyances et des doctrines religieuses. Et comme la tentative d'introduire quelque forme particulière de religion que ce soit tendrait à créer des dissensions parmi eux, et conduirait tous ceux dont les vues n'ont pas été adoptées à la jalousie et au dédain par rapport à ceux des autres, le but du bureau général devrait être d'exclure soigneusement de tels sujets de dispute du système d'éducation de ces écoles. Les parents se rendront compte qu'il y a plus d'authentique charité dans ces écoles que si les enfants étaient dressés à la lecture continue de ce qu'ils peuvent à peine comprendre, ou à répéter des préceptes par cœur sans que leur importance soit établie par la pratique⁸⁷...

Lovett, note son biographe Joël Wiener (1989), était « inflexible [adamant] sur le fait que l'enseignement religieux devait être exclu des écoles »⁸⁸. Il aura l'occasion de faire la preuve de cette détermination quelques années plus tard, lorsqu'il entreprendra d'ouvrir à Londres une école primaire ne comportant aucun enseignement religieux⁸⁹.

Tout comme Owen enfin, Lovett considère dans ce texte de 1840 que -cette éducation du peuple ne saurait être une éducation publique. Le refus de l'éducation par les Églises s'accompagne du même refus d'une éducation par l'État, exprimée dans les termes les plus catégoriques :

Bien que nous soyons impatients de voir adopté un système d'éducation général, nous avons les plus grands doutes sur l'opportunité de confier un devoir si important que l'éducation à quelque gouvernement que ce soit, et nous rejetons avec la plus grande fermeté l'idée de donner un tel pouvoir à un gouvernement irresponsable⁹⁰.

⁸⁵ La préface de l'ouvrage débute ainsi : « Désireux d'exercer les humbles talents que Dieu nous a donnés pour procurer à nos frères l'égalité des droits politiques » (*ibid.*, p. V).

⁸⁶ Cet anticléricalisme était commun aux deux courants rivaux du chartisme anglais. O'Connor écrivait ainsi dans son journal *The Northern star* (3 avril 1841) : « Faites confiance à votre Église et vous nourrirez en votre sein une vipère prête à vous piquer à mort » (cité par E. ROYLE, *Chartism*, Londres, Longman, 1986, p. 117). Il ne s'agissait pourtant pas d'un mouvement à objectif irrégulier, d'autant que des pasteurs anglicans et méthodistes lui apportèrent leur soutien, au risque d'excommunication. En Écosse cependant, signale Royle, « le chartisme eut un ton religieux particulièrement marqué » (*ibid.*, p. 116).

⁸⁷ *Op. cit.*, p. 40.

⁸⁸ Joël WIENER, *William Lovett*, Manchester University Press, 1989, p. 82.

⁸⁹ Lovett, devenu instituteur libre au moment du reflux de la lutte chartiste, dirigera de 1848 à 1857 une, puis deux écoles à Londres « Il insistait sur la nature laïque [secular nature] de ses écoles... », rapporte encore J. Wiener (*op. cit.*, p. 123). Lui-même expose dans son *Autobiographie* sa difficulté pour engager à ses côtés un instituteur qualifié, posant au nombre des conditions le fait qu'il devait dispenser un enseignement laïque (secular) (*Life and Struggle of William Lovett...*, p. 305). Mais il refuse en même temps de donner à son école, qu'il veut neutre sur le plan religieux, l'image d'une « infidel school » : « Parce que nous [Francis Place et lui-même] voulions établir une école laïque sur une base large et libérale [a secular school upon a broad and liberal basis], de façon à ce qu'elle puisse accueillir des enfants chrétiens, juifs ou non-croyants [infidels], je pensais qu'il ne fallait pas lui donner un caractère confessionnel [sectarian], ni non plus infidèle. » (*ibid.*, p. 266)

⁹⁰ W. LOVETT, *Chartism...*, p. 73. Lovett insiste même sur la nécessité de tenir ainsi en échec toute tentative de l'État pour établir des écoles publiques pour le peuple – celles-ci ne pouvant être, comme le montre la Prusse, que des écoles d'apprentissage de la docilité envers l'ordre établi. Un peu plus loin, il évoque encore avec indignation « l'exemple de la Prusse et d'autres pays du continent... où les satellites du pouvoir veillent, avec des yeux de lynx, sur les premiers indices d'intelligence, pour les tourner à leur avantage, et pour écraser ce sentiment de liberté qui ne demandait qu'à naître » (p. 74).

Bien qu'à certains points de vue Lovett ait conscience de vivre dans une autre époque que celle du radicalisme antérieur⁹¹, il reste alors fidèle à (ou : prisonnier de ?) la vieille conviction radicale anglaise selon laquelle l'*enlightenment* nécessaire aux travailleurs ne peut venir que du refus commun de toute compromission sur le plan éducatif avec les deux puissances qui sont par nature des agences d'endoctrinement, l'Église et l'État. La révolte chartiste, qui produit sans doute, avec l'ouvrage de Lovett, son texte le plus élaboré en matière scolaire, porte à son ultime conséquence le programme éducatif qu'elle a reçu en héritage, en concevant l'idée d'un réseau éducatif à la fois entièrement laïque et totalement privé. Relever le défi de la *British Society* et de la *National Association* anglicane, construire, à côté et contre les deux grandes sociétés religieuses, une organisation indépendante, animant elle aussi (mais sans aide financière d'État) un puissant réseau d'écoles de l'émancipation du peuple : telle est l'ambition. Lovett, qui s'y consacrera avec beaucoup d'énergie à partir de 1840, devra au bout de quelques années constater lui-même son échec. Il l'imputera avant tout à ses adversaires dans le mouvement chartiste. Même si l'hostilité d'O'Connor à son égard ne fait aucun doute, il n'est pas sûr que -telle soit la seule leçon à tirer de l'expérience. Il reste que Lovett représente dans l'histoire de la lutte pour des écoles *purement laïques* en Grande-Bretagne, un jalon essentiel⁹².

Sous une forme différente de celle qu'il envisage dans *Chartism...* se construisent en effet, dans nombre de villes de l'Angleterre des années 1840, des établissements assez semblables, tant par leur double destination (école le jour, centre populaire de vie intellectuelle, militante et sociale le soir) que par l'esprit de lutte syndicale (*trade-unionist*) et politique qui les anime. L'historiographie de l'éducation britannique a montré l'émergence de ce courant dans les années 1840. En janvier 1840 (Lovett, emprisonné, n'a pas encore publié son ouvrage) est inaugurée à Manchester une *Maison de la science* (*Hall of science*) que Brian Simon décrit comme une « *immense construction* » comprenant des salles pour écoles « de jour » et du dimanche, une bibliothèque, une salle de lecture⁹³... Le meeting d'ouverture, où parle Robert Owen, réunit entre 1500 et 2000 personnes. L'initiative excite la fureur d'ecclésiastiques anglicans, qui s'indignent de « *cette forme hideuse d'infidélité qui assume le nom de socialisme* » et tentent de faire fermer le bâtiment⁹⁴. En 1841, des *Halls of Science* sont ouverts à Liverpool (salle de conférences et de meetings de 1500 places ; on adjoint même au bâtiment un observatoire), à Bristol (3000 places), à Londres... ; au total, indique B. Simon, le succès des *Halls of science* leur permet d'atteindre une capacité totale de 22 000 places en 1841. *Socialistes* (d'inspiration oweniste) et *chartistes* se partagent en général la gestion de ces établissements. Des écoles

⁹¹ Lovett écrivait en 1837, dans l'adresse de la LWMA (cf. note précédente) : « *Nous sommes aujourd'hui dans un monde très différent de celui de Wilkes ou de Paine. [La question qui se pose à nous est de savoir] si le manufacturier ou le capitaliste, dont le monopole exclusif combine les pouvoirs du bois, de l'acier et de la vapeur, et les rend capables de causer la misère [destitution] de milliers d'hommes, parce qu'ils ont intérêt à presser le travail jusqu'au plus petit salaire possible, si ces gens-là sont qualifiés pour représenter les intérêts des travailleurs* » (cité par Ana BRIGGS dans son introduction à *Chartism, a new organisation for the people*, *op. cit.*, p. 10).

⁹² Lovett lui-même entreprend de modifier son point de vue dans les années 1850, à en juger par le contenu d'un écrit de 1853 (*Social and political Morality*), résumé ainsi par J. Wiener : « [Lovett] *proposait que des écoles soient fondées par des impôts locaux et contrôlées par des comités de districts financés par les contribuables* » (*op. cit.*, p. 123) : c'est à peu près le plan suivi une vingtaine d'années plus tard par la loi Forster – l'éducation religieuse en plus. Cet ouvrage de 1853, susceptible de donner des indications sur l'évolution du problème politique de « la double indépendance » de l'école dans le mouvement ouvrier anglais après 1850, n'a pu être trouvé dans les bibliothèques consultées.

⁹³ B. SIMON, *Studies in the history of education...*, p. 236. La construction (7000 £) avait été financée par souscription. L'ouvrage de B. Simon reproduit une vue d'époque de la façade du bâtiment, qui porte sur sa façade l'inscription : « *Dédié à la recherche de la vérité* ». L'opposition vérité / erreur et science / ignorance ont très vraisemblablement, dans le contexte *infidel* (oweniste) de Manchester, une portée anticléricale.

⁹⁴ *Ibid.* La présentation du mouvement des *Halls of science* de B. Simon s'appuie sur des ouvrages et des études (mémoires universitaires notamment) qui ne sont pas disponibles en France. Il n'a pas été non plus possible de savoir comment l'historiographie britannique de l'éducation a traité cette question depuis le livre de Simon (1960).

professionnelles, mais aussi des écoles primaires leur sont rattachées, souvent appelées *rational schools*⁹⁵

Ce mouvement s'essouffle dès la seconde moitié des années 1840, pour des raisons qui tiennent sans doute au caractère « utopique » de l'entreprise d'autofinancement populaire d'établissements scolaires sur une vaste échelle. Mais l'exigence de laïcité demeure, et se manifeste plus nettement encore avec la nouvelle appellation de *secular schools* qui tend à remplacer pour ces écoles issues du mouvement ouvrier et coopératif celle de *rational schools* (trop étroitement associée peut-être avec le mouvement dit *rationalist* d'Owen). En -même temps apparaît dans la presse chartiste la perspective, nouvelle pour le mouvement ouvrier anglais, et dans laquelle il ne s'engage visiblement qu'avec beaucoup de circonspection et de réticence, de la lutte pour une éducation publique, c'est-à-dire financièrement prise en charge par l'Etat. Le premier « garde-fou » alors posé contre l'endoctrinement est que dans de telles écoles il ne soit pas question d'éducation religieuse : « *Du moment que l'éducation doit être l'affaire de l'Etat et être nationale, elle doit exclure toute théologie et tout dogme, et se limiter à l'instruction profane* [secular instruction]. »⁹⁶

L'école *secular* (laïque) est donc, à cette étape, une école où le curriculum est exclusivement *secular* (profane) : telle est, à son apparition dans le champ éducatif britannique (il ne semble pas qu'il y ait eu des occurrences antérieures aux années 1840), la signification de ce mot, promis à des développements divers et contradictoires. Tel sera aussi le sens de la doctrine du *secularism*, mot inventé en 1851 par un ancien instituteur d'une *secular school* ouvrière, lui-même lié au mouvement oweniste, Georges-Jacob Holyoake. L'évolution ultérieure du mot et l'enjeu politique qui lui est attaché seront étudiés dans la IVe partie de ce travail.

Ce bref survol d'un demi-siècle d'histoire éducative britannique est nécessairement fragmentaire. S'il s'appuie sur des travaux d'historiens britanniques ou non britanniques reconnus, il est naturellement dépendant des sources disponibles en France, et souffre inévitablement du fait que cette recherche n'a pu être poursuivie en Angleterre même. Néanmoins, les documents rassemblés paraissent suffisamment significatifs pour qu'on puisse affirmer qu'en Grande-Bretagne se dessine nettement, au cours de cette première moitié du XIXe siècle, une perspective de développement éducatif authentiquement laïque (« Authentiquement » signifiant ici : sans aucun enseignement religieux, ni confessionnel, ni chrétien « généraliste », ni même déiste). Deux courants distincts sont porteurs de ce projet : celui des *philosophes radicaux*, qui visent à jeter les bases d'une éducation laïque (non pas irréligieuse, mais a-religieuse) pour les enfants des *classes moyennes* et (même si cet objectif leur paraît moins urgent) pour ceux du peuple ; celui des militants du radicalisme populaire et du mouvement ouvrier qui, renversant l'ordre de priorité des *benthamistes*, veulent d'abord une éducation pour les enfants du peuple (qu'ils soient eux-mêmes croyants ou non croyants), et qui la veulent laïque parce qu'ils voient sinon dans la religion comme telle, du moins dans le christianisme de pouvoir, lié à l'Etat, une force idéologique qui travaille à conforter leurs adversaires.

Rien, à la fin des années 1840, ne permet de dire que cette double perspective est vouée d'avance à être condamnée à l'échec sur le sol britannique. On peut certes constater que le combat anticlérical de Bentham et de James Mill n'a pas de réelle postérité chez les intellectuels des années 1840, ou que les relais politiques du radicalisme philosophique soutiennent à cette date, au Parlement, les

⁹⁵ *Ibid.*, p. 238-241. A Liverpool, en 1839 s'était constituée une *Liverpool Rational School Society*. B. Simon en résume ainsi le prospectus de présentation : « *Considérant que l'Etat ne peut pas, que l'Eglise et les clergés ne veulent pas éduquer le peuple, il ne leur reste que l'alternative de rester à jamais dans un état d'ignorance et de superstition ou de s'unir pour... s'éduquer eux-mêmes* » (p. 241). Le curriculum était laïque (« *secular* », B. Simon). L'école, ouverte en 1841 (50 élèves), connut un succès rapide (150 élèves au bout de quelques mois), mais éphémère. Difficultés financières et intimidations, dit B. Simon, en précipitèrent la fin.

⁹⁶ *Northern star*, avril 1847, cité par B. SIMON, *op. cit.*, p. 274.

gouvernements *whigs* (désormais « *libéraux* ») sans remettre en cause la tradition du *Church and State*. Mais dans les étages inférieurs de la société, les décennies 1830 et 1840 sont celles du grand divorce entre le mouvement ouvrier en formation et les religions organisées : Gladstone et Engels, l'un inquiet, l'autre approuvateur, en font au même moment l'un et l'autre le constat. Le projet d'école laïque – et même, dans le contexte britannique de non-intervention de l'Etat en matière scolaire, au-delà du projet, les premières réalisations concrètes, *rational schools, halls of science, secular schools...* – surgit de ce divorce. A aucun élément de l'histoire britannique (culturelle, religieuse, politique ou sociale) on ne peut alors assigner une efficacité telle qu'elle condamnerait d'avance cette perspective à la défaite : Bentham, Mill, Carlile, Owen ou le chartisme laïque appartiennent aussi à l'histoire de l'Angleterre. L'argument selon lequel ils représentent en matière religieuse des « idées d'importation » est un argument polémique employé par leurs adversaires, auquel Elie Halévy donnait voici un siècle la réponse qu'on a vu : ayez le courage de reconnaître, écrivait-il en substance, que ces idées prétendument « françaises », libre pensée (*Free Thought*) et séparation (*disestablishment*) de l'Eglise et de l'Etat, sont nées en grande partie sur le sol anglais, même si elles ont ensuite subi en France un traitement révolutionnaire particulier (voir la citation d'E. Halévy reproduite en note à la fin de la première partie de ce chapitre). L'examen un peu détaillé de l'histoire de l'émergence de « l'idée laïque » en matière scolaire dans l'Angleterre de la première moitié du siècle ne fait en définitive que confirmer le jugement pertinent de cet historien.

